



MEDIAPART

Proche et Moyen-Orient

Avec le « Conseil de paix », Gaza entre dans l'ère de l'impérialisme technocratique

Donald Trump a dévoilé une partie des responsables associés à la complexe structure tripartite qui devrait présider aux destinées de l'enclave ces prochains mois. La France ne compte pas y participer « à ce stade », inquiète de la mise à l'écart des Nations unies.

Clothilde Mraffko

19 janvier 2026 à 19h16

Au sommet, il y a le président des États-Unis, qui disposera d'un droit de veto. Donald Trump a pensé une nouvelle administration pour Gaza censée mettre en place les 20 points de son plan pour l'enclave. Lui pilotera le « conseil exécutif fondateur » qui va réfléchir à l'avenir du petit territoire palestinien. Dans cet organe, le locataire de la Maison-Blanche a nommé les plus fidèles : son secrétaire d'État, Marco Rubio, son envoyé spécial pour le Moyen-Orient, Steve Witkoff, son gendre, Jared Kushner. L'ancien premier ministre britannique Tony Blair complètera le tableau.

Quinze chef-fes d'État devraient aussi y siéger : les invitations ont déjà été envoyées. La France en a reçu une, tout comme la Russie, selon le Kremlin, ou encore l'Italie et l'Argentine. Les médiateurs égyptiens, turcs et jordaniens ont également été appelés à s'y joindre. Les dirigeants qui voudraient y siéger de manière permanente devront s'acquitter de 1 milliard de dollars (860 millions d'euros), ont rapporté des médias états-uniens. Sinon, le mandat sera de trois ans.

En parallèle, un « conseil d'administration de Gaza » sera chargé de la coordination régionale – y siégeront notamment Steve Witkoff et Jared Kushner, ainsi que des responsables diplomatiques et sécuritaires turc, qatari et égyptien. Enfin, le tout est complété par le « comité national pour l'administration de Gaza », tout en bas de l'échelle, le seul organe composé exclusivement de

Palestinien-nés originaires de l'enclave. Composé de quinze membres, il est dirigé par Ali Shaath, ancien vice-ministre de l'Autorité palestinienne.



Donald Trump, Jared Kushner, Steve Witkoff, Susie Wiles et Marco Rubio. © Photos Andrew Leyden / NurPhoto via AFP et Will Oliver CNP via ZUMA Press Wire / REA

En fin de journée, l'entourage d'Emmanuel Macron a fait savoir que la France n'entendait pas, « à ce stade », donner de « suite favorable » à cette invitation. La charte qui entoure ce « Conseil de paix » trumpien « soulève des questions majeures, en particulier quant au respect des principes et de la structure des Nations unies, qui ne sauraient en aucun cas être remis en cause », a-t-on indiqué à Mediapart.

Figures consensuelles

C'est un diplomate bulgare, Nikolaï Mladenov, ancien ministre des affaires étrangères et surtout ancien envoyé spécial des Nations unies pour le Moyen-Orient, qui sera chargé de faire l'agent de liaison entre le comité technocrate palestinien et le Conseil de paix international. Il s'est rendu en Israël et en Cisjordanie les 8 et 9 janvier. Proche des Émirats arabes unis (il dirigeait jusqu'alors l'académie diplomatique Anwar Gargash à Abou Dhabi), le diplomate de 53 ans reste malgré tout une figure bien plus consensuelle que Tony Blair, dont le nom a d'abord circulé pour ce poste.

Du Hamas à l'Autorité palestinienne ou encore auprès d'Israël, il a laissé l'image d'un homme de compromis, « qui, avec son équipe, a pu éviter des cycles de violence » à Gaza entre 2015 et 2020, rappelle Hugh Lovatt,

chercheur au centre de réflexion European Council on Foreign Relations.

Tout, de l'architecture du Conseil de paix aux 20 points du plan Trump, a été imposé aux Palestinien·nes de Gaza par les États-Unis et le Conseil de sécurité de l'ONU, rappelle Mkhaimar Abou Saada, professeur associé de science politique de l'université Al-Azhar de Gaza. Lui estime que les Palestinien·nes sont « *au point le plus bas de toute leur histoire politique* ».

L'opinion publique de l'enclave est divisée, observe-t-il : face à l'urgence humanitaire, une partie place ses espoirs dans le comité technocratique palestinien pour « *faire avancer les opérations d'aide d'urgence, de redressement et reconstruction* ». L'autre est sceptique : le Conseil de paix renvoie l'image d'une population palestinienne incapable de se gouverner elle-même.

Le rôle des technocrates du comité national pour Gaza est cantonné à la gestion de la vie quotidienne.

En revanche, nuance le professeur, tous et toutes s'accordent sur le fait que les technocrates palestiniens du comité national ont à cœur de servir les Gazaoui·es. Reste à savoir comment ils pourront s'acquitter de cette tâche immense.

Le comité technocratique s'est réuni pour la première fois au Caire vendredi 16 janvier. Son chef, Ali Shaath, 67 ans, originaire de Gaza, vit aujourd'hui en Cisjordanie occupée – il a donc dû passer par la Jordanie pour se rendre en Égypte, les Palestinien·nes des territoires occupés, à l'exception de Jérusalem, n'ayant pas le droit d'emprunter l'aéroport de Tel-Aviv. À la frontière, les autorités israéliennes l'ont retenu plus de six heures, a rapporté un responsable palestinien au journal israélien *Times of Israel*.

Pourtant, rappelle Mkhaimar Abou Saada, si les technocrates du comité national ont bien été choisis par les factions palestiniennes, « *Israël et les États-Unis ont eu le dernier mot. Ses membres ont été approuvés par les services de renseignement israéliens, le Shin Bet ainsi que l'administration états-unienne. Aucun d'entre eux n'a de connexion avec le Hamas ni même une faction palestinienne armée* ». Leur rôle est cantonné à la gestion

de la vie quotidienne à Gaza ; ils ont déjà annoncé vouloir faire acheminer quelque 200 000 préfabriqués dans l'enclave – Israël ne laisse pour l'instant passer que des tentes, au compte-goutte.

Vision affairiste

Le Conseil de paix, outre qu'il expurge toute forme de politique palestinienne dans la gestion de Gaza, reflète aussi par certains aspects la vision affairiste de Donald Trump. Aux côtés de Jared Kushner, deux milliardaires ont été nommés, l'États-Unien pro-Israël Marc Rowan et l'Israélo-Chypriote Yakir Gabay, qui a fait fortune dans l'immobilier.

Deux « *conseillers stratégiques* » ont été associés au Conseil de paix, dont Aryeh Lightstone, un rabbin à la double nationalité états-unienne et israélienne. L'homme d'affaires a notamment été impliqué dans la création de la Fondation humanitaire pour Gaza, censée remplacer le système de l'aide humanitaire internationale dans l'enclave, qui s'est soldée par un échec sanglant, avec plus de 1 800 Palestinien·nes tué·es. Il a également joué un rôle majeur dans les accords dits d'Abraham qui ont formalisé la normalisation d'Israël avec certains pays arabes.

Si les annonces laissent entrevoir des lignes de conduite, l'avenir est flou. *Quid* de la position israélienne qui a largement refusé toute concession jusqu'à présent ? *Quid* du désarmement du Hamas ? *Quid* des Gazaoui·es qui survivent dans des conditions effroyables ? *Quid* de la Cisjordanie, désormais totalement détachée de Gaza, pilotée par une autre entité mais soumise à la même occupation israélienne brutale ? *Quid* de la politique palestinienne, alors que le comité de technocrates est censé laisser la place à des élections dans un futur indéfini ? Si le plan Trump mentionne bien l'autodétermination du peuple palestinien, elle semble aujourd'hui hors de portée.

« On se retrouve face à un nouveau système où il y a une occupation et une population occupée et un mécanisme [international]. C'est très problématique. »

Mkhaimar Abou Saada, professeur de science politique

Pire encore, dans la charte du Conseil de paix publiée ce

week-end, il n'est fait aucune mention de l'enclave palestinienne. Tout cela « *a peu de choses à voir avec Gaza* », appuie Hugh Lovatt. « *De plus en plus de responsables européens et arabes disent qu'il s'agit, pour Donald Trump, de créer des alternatives à l'organisation multilatérale* », qui régit encore aujourd'hui en partie les relations internationales.

L'autre grande interrogation se situe donc autour de la légalité de ces mécanismes. Officiellement, Israël est la puissance occupante à Gaza et en Cisjordanie : les autorités ont donc obligation de subvenir aux besoins de la population civile. Le Conseil de paix décharge en quelque sorte Israël de cette obligation, qui échoit en partie à la communauté internationale, mais le pays continue d'imposer ses règles pour l'instant – notamment en occupant militairement 50 % du territoire de Gaza vidé de ses habitant·es.

« *C'est inédit*, assure Mkhaïmar Abou Saada. *On se retrouve face à un nouveau système où il y a une occupation et une population occupée et un mécanisme [international]. C'est très problématique.* » C'est probablement l'une des raisons principales qui expliquent la frilosité de l'Union européenne à s'associer aux initiatives états-uniennes dans Gaza – le Conseil de paix mais aussi l'organe censé lui préparer le terrain, le Centre de coordination civile et militaire (CMCC), piloté par les États-Unis dans le sud d'Israël. Les États européens ont bien conscience qu'ainsi, Donald Trump tente d'imposer ses systèmes et mécanismes pour, peu à peu, supplanter le système international, et notamment l'ONU.

Clothilde Mraffko